



STATE OF THE
**AFRICAN
DIASPORA**

NEWSLETTER

UN ETAT MONDIAL SANS FRONTIÈRES
JANVIER 2021 NUMERO SPÉCIAL SUR L'AGRICULTURE



DU CABINET DU VICE-PREMIER MINISTRE
Hugh Johnson



SOMMAIRE

Éditorial du Premier ministre

La Bourse des Produits Agricoles d'Afrique de l'Ouest (BOPAO)

Entretien avec Rozen Mohamed Kone, directeur de la BOPAO

La Bourse Agricole Panafricaine

Entretien avec Hugh Johnson, Second Vice-Premier Ministre de l'État de la Diaspora

Notre Colloque sur l'Agriculture

STATE OF THE AFRICAN DIASPORA COMMODITY EXCHANGE

DEC
16
2020

STATE OF THE
AFRICAN
DIASPORA

THEME: EMPOWERING FARMING COMMUNITIES
13:00-18:00 GMT

SPEAKERS INCLUDE:

Hon Dr. Louis Geoghegan Tan, Prime Minister of SOMO
Hon Hugh Johnson, Second Vice Prime Minister SOMO
Hon Timothy McPherson, Founder of the Pan African Lumpy Skin Disease
Hon Nino Wemorkan, President of Pan-African, SOMO
Hon Ivan Hall, Vice President of South Africa, SOMO
Hon Tolly Vukob Dye, Minister of Digital Economy, SOMO
Hon Dr. Shweta Ching, Minister of Family & Social Welfare, SOMO
Hon Dr. Rozen Mohamed Kone, Director of Agriculture
Hon Kampano Brown Mpa, of the State of the African Diaspora

TOPICS FOR THE EVENT:

LAND ISSUES, FOOD IMPORTATION, LOCAL VS IMPORTED FOODS, TECHNOLOGY FARMING AND MORE

SAVE THE DATE

TABLE DES MATIÈRES

-Editorial du Premier Ministre de l'État de la Diaspora Africaine.....	p.1
-La Bourse des Produits Agricoles d'Afrique de l'Ouest (BOPAO).....	p.2
-Entretien avec Rozen Mohamed Kone, directeur de la BOPAO.....	p.2
-La Bourse Agricole Panafricaine.....	p.3
-Entretien avec Hugh Johnson, Second Vice-Premier Ministre de l'État de la Diaspora Africaine.....	p.4
-Notre Colloque sur l'Agriculture.....	p.4
-Agriculture et Eau.....	p.5
-L'Agriculture, la Terre et les Sans-terre.....	p.6
-Agriculture et Villes Lumi.....	p.7
-Agriculture et Nouvelles Technologies.....	p.8
-Assurances et Retraites pour les Agriculteurs.....	p.9
-Agriculture et Médecine Traditionnelle.....	p.10
-Défis de la Banque Alimentaire de l'Etat de la Diaspora Africaine.....	p.11
-Agriculture et Usines Agro-alimentaires.....	p.12
-Agriculture et Finances, Déclaration finale du Premier Ministre.....	p.13

Editorial du Premier Ministre de l'État de la Diaspora Africaine



Ce numéro de janvier de notre newsletter est un numéro spécial, car il est entièrement consacré au thème de l'agriculture. Contrairement à ce que la plupart des gens pensent, nous n'avons aucun problème d'agriculture en Afrique. Nous sommes le berceau de l'humanité, nous avons été les premiers à pratiquer l'agriculture, nous savons comment faire, merci, et tout ce que les autres peuples savent de l'agriculture vient de nous.

Le seul problème que nous ayons est le fait que nous, nous cultivons la nourriture, et que d'autres décident du prix. La Côte d'Ivoire et le Ghana produisent les deux tiers de la production mondiale de cacao, mais les prix sont décidés en Belgique et en Suisse, où de nombreux enfants pensent que le chocolat est un fruit qui pousse sur les arbres. En conséquence, les agriculteurs africains obtiennent moins de 5% des revenus du commerce du chocolat.

Le seul problème est donc : qui contrôle le marché et qui décide des prix? A l'évidence, ce n'est pas nous. Toutes les plus grandes bourses de produits agricoles sont hors d'Afrique. C'est pourquoi nous devons créer nos propres bourses et transformer nos propres matières premières pour conserver la valeur ajoutée chez nous.

L'État de la Diaspora Africaine fait déjà partie de la Bourse Agricole d'Afrique de l'Ouest, où nous détenons 21% des actions. Et maintenant, nous travaillons à la création de la Bourse Agricole Panafricaine afin de contrôler notre propre business panafricain. C'est donc le prochain challenge pour notre Etat pour cette nouvelle année!

La Bourse des Produits Agricoles d'Afrique de l'Ouest (BOPAO)

L'État de la Diaspora Africaine est membre du Comité directeur de la BOPAO, qui est une plateforme sur laquelle sont traitées les transactions agricoles. Dans le cadre de l'accord de libre-échange, désormais en vigueur, l'objectif est d'accroître les échanges intra-régionaux. La BOPAO fournit également des facilités de stockage, de transport et de paiement pour les agriculteurs et les coopératives. Alors que bien souvent, les Africains dépendent des termes et conditions définis par les Occidentaux, la BOPAO crée en fait tout un écosystème pour les agriculteurs africains en Afrique, un écosystème fondé sur les termes et conditions des Africains eux-mêmes. C'est un instrument puissant pour garantir la sécurité et la souveraineté alimentaires.

Faits et Données concernant la BOPAO

Siège: Banjul / Lomé

Nombre de pays impliqués: 17 (15 pays de la CEDEAO + Mauritanie et Tchad)

Nombre d'agriculteurs impliqués: 54 fédérations et coopératives, regroupant plus de 2 millions de membres

Capitaux propres: 8 700 000 USD (500000000 F CFA)

Date d'enregistrement : 17 septembre 2020

Directeur général: Rozen Mohamed Kone



L'État de la Diaspora Africaine est membre du Comité Directeur

Interview avec Rozen Mohamed Kone



Rozen Mohamed Kone, Directeur général de la Bourse des Produits Agricoles de l'Afrique de l'Ouest (BOPAO).

- M. Rozen Mohamed Kone, vous êtes le Directeur général de la Bourse des Produits Agricoles de l'Afrique de l'Ouest (BOPAO).

Quel est l'objectif de cette organisation?

-La BOPAO vise à construire une solution ouest-africaine avec une vision. C'est une initiative multi-pays visant à construire un écosystème commercial et agricole autosuffisant pour soutenir et développer économiquement les producteurs et l'agronomie de 17 pays ciblés (les 15 pays de la CEDEAO, plus la Mauritanie et le Tchad), et tout cela autour d'une bourse partagée de produits agricoles. Plus de 20 produits sont ciblés: gomme arabique, niébé, volaille, bovins, moutons, chèvres, blé, cola, lait de vache, produits de la pêche, arachide, soja, riz, oignon, maïs, mil, sorgho, palmier à huile, arachides, manioc et dérivés, chili, tomate, noix de cajou, sésame.



-Qu'est-ce que la Bourse a accompli jusqu'ici?

-Je peux mentionner plusieurs étapes importantes:

- 1) En juillet 2019, nous avons signé un protocole d'accord entre AOTAH-WACTAF et FinComEco / GMEX Group pour concevoir et mettre en œuvre la Bourse.
- 2) En septembre 2019, nous avons mis en place un comité de pilotage pour identifier les stratégies, plans et modèles financiers.
- 3) En juin et juillet 2020, la Constitution de la Bourse a été signée par les partenaires concernés.
- 4) Le 17 septembre 2020, la BOPAO a été officiellement enregistrée en Gambie, et nous avons également des bureaux au Togo.

-Quelles sont vos attentes pour le futur et quelles sont les prochaines étapes?

-Les premiers résultats ayant été obtenus, voici les prochaines étapes:

- 1) Finalisation du processus de levée de fonds,
- 2) Création et Déploiement d'une base de données des secteurs agro-sylvio-pastoraux-halieuistiques avec les coordonnées des producteurs comme des acheteurs,
- 3) Surveillance, évaluation et gestions des risques dans les activités commerciales entre acheteurs et membres de fédérations, coopératives ou associations dans les 17 pays de la Bourse.

- 4) Renforcement des filières agro-sylvio-pastorales-piscicoles par pays: productivité accrue, conditionnement à la ferme, installations de stockage, récépissé d'entrepôt /réception tiers, logistique et transport, administration transfrontalière, unités de transformation,
- 5) Etablissement et déploiement d'un système de récépissés d'entrepôt électroniques et d'un module de financement qui seront fournis par la BOPAO.
- 6) Mise en place d'un module de négociation électronique comprenant un tableau d'affichage et des modules d'enchères,
- 7) Automatisation de la collatéralisation et du financement des récépissés d'entrepôt électroniques,
- 8) Micro-prêts éthiques aux petits agriculteurs par le biais de services bancaires électroniques automatisés liés à des bons électroniques pour permettre l'investissement dans des intrants vérifiés (semences, plantes, engrais, etc.).

La Bourse Agricole Panafricaine

Dans le contexte du remaniement ministériel qui a eu lieu au début de décembre, le Premier Ministre a décidé de faire de l'agriculture une priorité absolue. C'est pourquoi il a nommé comme Vice-Premier Ministre, Hugh Johnson, qui est le vice-président de l'Organisation mondiale des producteurs de cacao, et qui a évidemment beaucoup d'expérience dans ce domaine. Par conséquent, M. Johnson est la personne qui dirigera la Bourse de la Diaspora.



De nombreux autres ministres contribueront également à cette initiative, comme le Ministre de l'Agriculture, évidemment, mais aussi la Ministre de l'Économie numérique, la Ministre de la Réparation, le Ministre des Infrastructures, le Ministre de la Médecine Traditionnelle, le Ministre de l'Économie, la Ministre de la Famille et de l'Economie Sociale, etc., sans oublier Timothy Mc Pherson, le Ministre des Finances des Territoires Marrons, et fondateur du Lumi, notre monnaie nationale.

L'État de la Diaspora Africaine détient déjà 21% de la BOPAO, qui est établie dans 17 pays. Aujourd'hui, le Vice-Premier Ministre Hugh Johnson travaille à la création de la Bourse Agricole Panafricaine.

Interview avec le Vice-Premier Ministre Hugh Johnson



-M. Hugh Johnson, vous êtes le Second Vice-Premier Ministre de l'État de la Diaspora Africaine (SOAD). Vous êtes chargé de créer la Bourse Agricole Panafricaine. Pouvez-vous nous présenter votre expérience dans ce domaine?

-Mon expérience dans le secteur agricole m'a construit depuis mon plus jeune âge. Fils d'un fermier passionné, mon père m'a toujours, autant que possible, emmené avec lui dans ses nombreuses réunions de fermiers, car il était dans la volaille, le bétail, les ruminants et diverses cultures. Voyant les nombreux défis auxquels sont confrontés les agriculteurs, j'ai eu à coeur de m'engager à apporter une amélioration significative à la vie des familles d'agriculteurs.

Je suis intimement impliqué dans un groupe d'agriculteurs depuis mon plus jeune âge, en tant que président de la Jamaica Broilers Farmers Association, je suis également le fondateur de la Jamaica Cocoa Farmers Association, directeur de la Jamaica Agricultural Society, et je suis maintenant co-fondateur et vice-président de la World Cocoa Farmers Organization. Je suis aussi le Fondateur et PDG de Johnson & Sons Organic Fertilizer Company Limited qui a remporté le prix de la FAO pour la sécurité alimentaire et la bio-diversité (2008) et de nombreux autres prix et distinctions pour mon travail dans le secteur agricole.

-Quels sont les principaux défis de l'agriculture en Afrique et dans la diaspora africaine?

-Les principaux défis de l'agriculture sont les suivants, selon moi :

- 1) Le manque de financement,
- 2) Le manque de prix équitables pour nos produits,
- 3) Le manque d'accès à la propriété agricole,
- 4) Le manque d'infrastructures agricoles,
- 5) Le manque d'usines de transformation des produits agricoles.

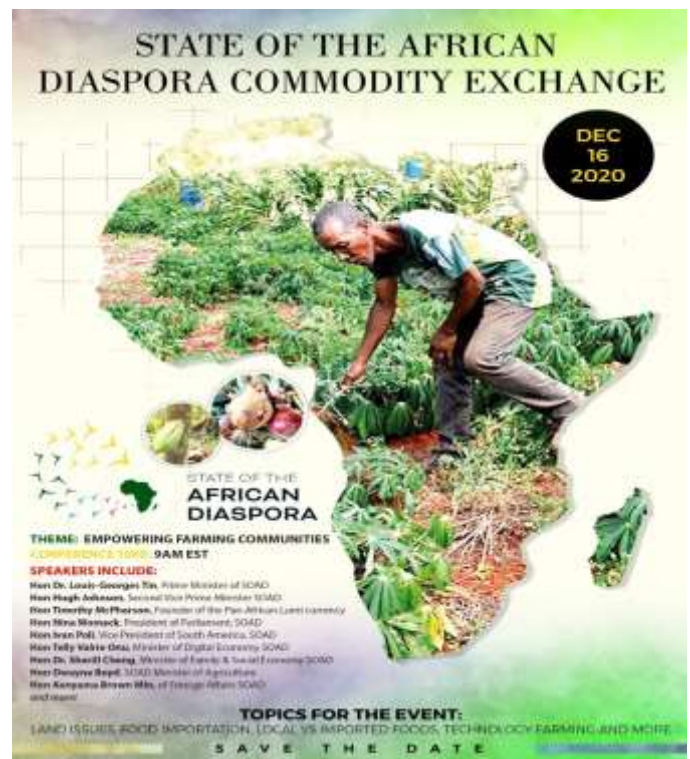
-Quel est l'objectif de cette future bourse de marchandises?

-L'objectif de la Bourse Panafricaine des produits agricoles est de créer des règles du jeu équitables pour tous les participants à la chaîne de valeur agricole.

-Quelles sont les prochaines étapes et quel est votre calendrier?

-L'État de la Diaspora Agricole et ses partenaires entendent établir une Bourse Agricole Panafricaine qui réponde aux exigences de la transparence, de la responsabilité et de l'efficacité. Cela doit être accompli dans les 6 à 12 prochains mois.

Le Colloque SOAD sur l'Agriculture



STATE OF THE AFRICAN
DIASPORA COMMODITY EXCHANGE

DEC
16
2020

STATE OF THE
AFRICAN
DIASPORA

THEME: EMPOWERING FARMING COMMUNITIES
COMMODITY EXCHANGE SAM EST

SPEAKERS INCLUDE:

Hon Dr. Leslie-Georgette Eto, Prime Minister of SOAD
Hon Hugh Johnson, Second Vice Prime Minister SOAD
Hon Timothy McPherson, Founder of the Pan African Lent Variety
Hon Nina Mwanza, President of Parliament, SOAD
Hon Ivan Padi, Vice President of South America, SOAD
Hon Yelky Walker, Minister of Digital Economy SOAD
Hon Dr. Nkwil Ching, Minister of Family & Social Welfare SOAD
Hon Danayra Repé, SOAD Minister of Agriculture
Hon Kampana Brown Mba, of Foreign Affairs SOAD
and more

TOPICS FOR THE EVENT:
LAND ISSUES, FOOD IMPORTATION, LOCAL VS IMPORTED FOODS, TECHNOLOGY FARMING, AND MORE

SAVE THE DATE



Le 16 décembre, SOAD a organisé un Colloque sur zoom sous l'autorité du Vice-Premier Ministre Hugh Johnson. Le titre de cet événement était : «La Bourse de la Diaspora : Renforcer les communautés agricoles». Ce colloque, ou plutôt ce séminaire, compte tenu de l'objectif très concret, a débuté à 9 heures, heure de la Jamaïque, et s'est terminée environ 5 heures plus tard, Deandrea Hamilton, porte-parole du gouvernement, étant la modératrice de cette réunion.

Parmi les orateurs figuraient de nombreux ministres, députés, experts dans différents domaines. Dans la salle, il y avait près de 70 personnes, venant des États-Unis, du Nicaragua, du Brésil, de la Colombie, de la Jamaïque, de Sainte-Lucie, de la République Dominicaine, de Neville et Saint-Kitts, de la Martinique, de France, d'Allemagne, d'Italie, de Suède, du Royaume-Uni, d'Afrique du Sud, du Cameroun, de Gambie, du Congo, de Côte d'Ivoire, du Sénégal, de l'Inde. C'était vraiment les Nations Unies panafricaines.



Usine de Dessalement, Agadir

Pour résoudre ce problème, Emmanuel Ngombet, Ministre des Infrastructures de SOAD, travaille sur un programme qui consiste à dessaler l'eau de mer puis à la transporter vers les terres arides de l'intérieur de l'Afrique, où les populations pourront la boire et l'utiliser pour leur activités agricoles. En conséquence, il nourrira leurs familles, augmentera leurs revenus, réduira la pauvreté et limitera les conflits potentiels intercommunautaires.

Deux procédés existent actuellement pour dessaler l'eau de mer: le procédé thermique et l'osmose inversée. La première méthode consiste à extraire l'eau douce de l'eau de mer en chauffant le mélange. Au fur et à mesure que l'eau se condense, le sel et les impuretés restent sous forme solide. La vapeur d'eau est ensuite placée dans un tube scellé pour être refroidie et transformée en eau pure et liquide. Le second procédé consiste à filtrer l'eau de mer à l'aide de puissantes pompes haute pression, ne laissant passer que les molécules d'eau. C'est le modèle que nous utiliserons, car il nécessite moins d'énergie.

L'usine envisagée par le ministre des Infrastructures devrait commencer à produire près de 275 000 m³ d'eau par jour, 150 000 pour la consommation alimentaire et 125 000 pour l'irrigation de 50 000 km² de plantations, pour atteindre idéalement 450 000 m³ par jour, sa capacité maximale.

Il sera alors possible de planter des arbres fruitiers, couvrant une superficie de près de 10 millions de km², et de gérer cette production abondante de fruits et légumes, en toutes saisons, à travers une entreprise africaine de fruits et légumes. Les entreprises agroalimentaires, qui seront chargées de transformer / conditionner une grande partie de cette production de fruits et légumes, y trouveront une valeur ajoutée considérable.



Agriculture et Eau

L'État de la Diaspora Africaine opère à la fois en Afrique et dans la diaspora, notre objectif étant de renforcer l'Afrique par la diaspora, et la diaspora par l'Afrique. L'un des principaux défis de l'agriculture africaine est l'accès à l'eau. Et ce problème ne peut que s'aggraver, compte tenu du réchauffement climatique. Plus de chaleur signifie moins d'eau, moins de nourriture, plus de famines et aussi plus de conflits, comme on peut le voir en Afrique de l'Est, le long du Nil et dans de nombreuses autres régions.



Un autre objectif du projet consiste à reconstituer le cours des rivières (et du lac Tchad) à petites doses par jour en eau douce. La pêche pourra alors s'organiser, et une fois alimentés, les fleuves (Sénégal, Niger, Nil) auront un débit régulier et constant toute l'année, il sera donc possible de produire de l'électricité grâce à des barrages hydroélectriques flottants de 2 MW chacun.

**L'Agriculture, la Terre et les Sans-terre par Ivan Poli,
Vice-Président du Parlement, chargé de l'Amérique du
Sud**



Le Brésil est la plus grande puissance agricole du monde, représentant 1/6 de la production céréalière mondiale, le plus grand exportateur de soja et le plus grand cheptel bovin du monde. Le pays a des organisations de développement technologique agricole telles que EMBRAPA qui l'ont amené à cette position. Cependant, la réalité sur le terrain est divisée en deux : d'une part, la réalité des grands producteurs

et des grands propriétaires terriens qui ont des lignes de crédit très importantes dans les banques de développement étatiques, privées et nationales, et d'autre part, la réalité des petits producteurs dans l'agriculture de subsistance, comme c'est le cas avec les quilombos (communautés autochtones d'origine africaine, héritage de la résistance à l'esclavage) et les coopératives agricoles familiales, qui ont rarement un accès à la terre reconnu par les agences gouvernementales.

Par conséquent, le droit à la terre dans le pays est un problème qui, malgré le projet de réforme agraire depuis les années 80 et 90, n'a pas été vraiment garanti dans le pays où des conflits (parfois sanglants) éclatent dans le secteur rural, favorisé par des mouvements de lutte pour le droit de délimiter des terres pour les paysans sans terre, comme le MST Landless Movement, qui occupe souvent des propriétés rurales improductives utilisées à des fins de spéculation dans les zones rurales dans le but de coloniser des camps de colons qui n'ont pas encore eu leurs parcelles de terre attribuées par le gouvernement dans le cadre de la réforme agraire. La politique de délimitation des terres pour les quilombolas (habitants des quilombos) et la réforme agraire varient considérablement d'un gouvernement à l'autre. Entre 2003 et 2016 avec des gouvernements progressistes dans le pays, des milliers d'hectares de terres ont été délimités pour les quilombolas et les petits producteurs ruraux.



Manifestation organisée par les paysans sans terre



Après cela, avec l'avènement de gouvernements plus conservateurs, en particulier après 2019 avec le gouvernement actuel, le président Bolsonaro lui-même a mis fin au processus de délimitation des terres pour les quilombolas et les peuples autochtones, et a attribué tous les investissements agricoles de l'État aux grands propriétaires terriens. Tout cela a profité à ceux qui brûlent des zones des forêts indigènes telles que l'Amazonie et le biome du Pantanal pour le bétail et les plantations de soja destinées à l'exportation, ainsi qu'aux grandes propriétés foncières et aux exploitations minières prédatrices. Par conséquent, le droit à la terre ainsi que le financement agricole des communautés quilombola d'ascendance africaine, des petits producteurs de l'économie familiale et des sans-terre sont de moins en moins assurés dans la politique de l'actuel gouvernement fédéral brésilien élu depuis octobre 2018. De même, le respect de l'environnement a été sacrifié. Les incendies dans les zones forestières et les grands biomes naturels à des fins d'élevage et de grandes plantations menacent de plus en plus les écosystèmes. C'est pourquoi la Bourse Agricole Panafricaine devra assurer le droit au financement agricole pour les quilombola et les communautés sans terre. Nous ne pouvons pas négliger cette lutte qui nous concerne à tous, à l'égal de la lutte antiraciste.



Paysans sans-terre manifestant face à la Police

**Agriculture et Lumi Cités,
par la Vice-Première Ministre Keturah Amoako**

Il n'y a pas d'aliments naturels dans les grandes villes, la plupart des aliments dans les supermarchés sont soit OGM, hybrides, sans pépins, sans terre, sans soleil ou fabriqués à partir de matériaux inconnus, créés dans les laboratoires. Nous avons le devoir, en fait l'obligation de restaurer et de régénérer l'agriculture naturelle et authentique, la récolte et la production de nourriture.



En tant qu'Africains de la diaspora, la majorité d'entre nous avons perdu toute connexion avec la terre, sa sonorité, sa vibration, son énergie, son pouls, sa fréquence. Nous avons perdu la connexion avec le ciel nocturne, nous passons la majorité de notre vie dans des appartements, des voitures, des bureaux, des magasins, des bars etc. Les réverbères obscurcissent le ciel nocturne - nous avons perdu notre contact avec les étoiles, les planètes, les énergies du soleil et les énergies de la lune. Nous avons oublié les conversations nocturnes des insectes et des créatures dans la nuit. Les villes nous déconnectent à trop de niveaux, et cette construction sociale que nous avons acceptée comme étant la vie occidentale n'est pas ce que nous sommes, ni ce que nous voulons faire. Nous avons l'opportunité unique et bénie de créer, concevoir, construire nos propres villes. Nous avons une trentaine de projets de smart cities, que j'aime à appeler LUMI Cities. Le LUMI, notre monnaie nationale, comme vous le savez tous, a vu le jour en raison des défis liés au changement climatique, et ainsi, le LUMI est lié à l'éthique qui est la nôtre quand nous pensons la construction de nos villes.

Il existe maintenant et il émerge de nombreuses méthodes agricoles et nous pouvons sélectionner et utiliser parmi les plus respectueuses de l'environnement et les plus propres.



Nous devons certainement, dans nos villes LUMI et dans nos communautés locales en général, arriver à un point où nous ne devrions pas avoir à payer pour des produits frais, car ils poussent tout autour de nous. La nature donne librement, donc avec la conscience de nos citadins Lumi, nous devons planter les uns pour les autres ; ainsi l'agriculture urbaine des villes LUMI serait intégrée à la vie professionnelle quotidienne.



Nous nous appuyons sur ces principes pour garantir que les générations à venir apprécieront d'avoir des aliments de la plus haute qualité, non seulement en Afrique, mais dans le monde entier. En tant que citoyens du monde Panafricain, c'est un moment historique que nous devons utiliser au mieux.

Nous devons permettre à la nature de faire ce qu'elle sait faire, c'est-à-dire croître, se reproduire et se transformer et en tant qu'êtres vivants, nous avons la possibilité de refuser la soumission au tout béton urbain, mais de faire partie intégrante des jungles vertes de nos villes LUMI.

AGRICULTURAL INDUSTRIAL PARK – "AGRIC-PARKS"



Par conséquent, nos bourses agricoles formeront l'épine dorsale et le pilier de notre mouvement mondial dans le commerce agro-alimentaire en expérimentant la diversité des aliments et des médicaments qui peuvent être récoltés pour améliorer notre économie et notre bien-être social, national et international. C'est ainsi que nous voyons nos villes LUMI.

AGRICULTURE DESIGNED INTO ARCHITECTURE



Agriculture et Nouvelles Technologies



Selon le McKinsey Center for advanced Connectivity, «si la connectivité est mise en œuvre avec succès dans l'agriculture, la valeur de cette industrie pourrait augmenter de 500 milliards de dollars supplémentaires en PIB mondial d'ici 2030».

Surtout en Afrique, où 65% de la population travaille dans l'agriculture, il existe un fort potentiel de développement. Et comme la population croît très rapidement, il est crucial d'augmenter le niveau de technologie pour s'assurer que tout le monde ait accès à la sécurité alimentaire.

Il existe de nombreux obstacles au développement de nouvelles technologies dans l'agriculture. La plupart d'entre eux sont en fait d'ordre psychologique. Les gens considèrent généralement l'agriculture comme une activité traditionnelle, ce qui est vrai. Mais même les traditions les plus anciennes peuvent bénéficier des nouvelles technologies.

Certaines personnes sont réticentes aux nouvelles technologies. Il est vrai que tout n'est pas bon dans les nouvelles technologies, par exemple les OGM. Mais de même, tout n'est pas bon dans les anciennes traditions. Donc quoi que nous fassions, ancien ou nouveau, nous devons trier ce qui est pertinent et ce qui ne l'est pas. Et de fait, l'adoption des technologies émergentes se développe à un rythme supérieur à la capacité du consommateur à comprendre les opportunités.

De nombreux exemples peuvent être fournis. Les plus évidents sont les capteurs de sol et d'eau, qui ne sont pas très chers; ils peuvent aider à décider quand arroser ou fertiliser avec précision sans aucun gaspillage. Le contrôle de l'irrigation est bien sûr un avantage important, surtout en période de réchauffement climatique, dans un contexte où l'eau va devenir de plus en plus rare. Les drones peuvent également aider à surveiller l'activité agricole, car ils fournissent des images haute résolution révélant des informations cruciales sur le développement des cultures, les infections bactériennes ou fongiques, etc. Ce qui nécessiterait beaucoup de temps et de ressources humaines lorsque le champ est vaste peut se faire rapidement et à distance.



En outre, les installations de blockchains se sont révélées très efficaces pour suivre toutes les marchandises sur la chaîne d'approvisionnement, pour savoir où est quoi et pour s'assurer que les produits sont livrés à temps et dans de bonnes conditions. Des tracteurs et même des tracteurs sans conducteur sont désormais disponibles et aident les agriculteurs à effectuer des activités qui prendraient normalement beaucoup de temps, d'énergie et d'argent. Et bien sûr, les nouvelles technologies sont encore plus importantes dans la transformation, les usines et l'agroalimentaire, où nous devons développer de nouveaux produits, de nouveaux systèmes de stockage et de transport, de nouveaux systèmes de paiement, ou même parfois de nouvelles façons de préserver la tradition.

Assurances et Retraites complémentaires pour les paysans d'Afrique et de la Diaspora

En Afrique et dans la diaspora, les petits agriculteurs sont traditionnellement exposés à de nombreux risques : sécheresses, inondations, cyclones, insectes, épizooties, etc. Et, à cause du réchauffement climatique, ces catastrophes ne peuvent que se produire de plus en plus souvent. Quand les petits agriculteurs perdent leur récolte, comme ils n'ont pas d'argent, pas de garantie, pas d'accès au crédit, étant donné les prêts à rembourser, ils n'ont plus d'avenir, c'est la ruine finale.



Et s'ils échappent à tous ces risques, il y en a un autre auquel ils n'échapperont probablement pas, notamment au sein des communautés panafricaines : la pauvreté. Paradoxalement, ceux qui nourrissent le monde peinent à se nourrir eux-mêmes. Ils ont de très petits salaires, ils n'ont pas d'épargne, pas de capacité à financer leur pension, ils doivent donc travailler jusqu'à leur mort, ce qui arrive souvent prématurément. Ils travaillent très longtemps, et meurent très vite: leur vie est constamment épuisée, menacée, sans repos, sans vacances et sans retraite.

C'est pourquoi l'État de la Diaspora Africaine a décidé de créer deux services différents: le premier est une assurance. Ce programme d'assurance SOAD sera associé aux compagnies d'assurance locales. Les petits agriculteurs auront la possibilité de recevoir des Lumis d'Eco-6, ils pourront donc épargner une partie de ces revenus pour leur assurance. Et lorsqu'un problème survient, ils recevront le soutien dont ils ont besoin.

Cette assurance sera mise à la disposition des citoyens d’Afrique et de la diaspora, en particulier pour les membres de la Bourse agricole, mais pas seulement. Le deuxième programme est le régime de retraite complémentaire. SOAD offrira un régime de retraite aux petits agriculteurs, aux sans terre, aux plus pauvres. Le programme sera conçu et mis en œuvre par Blaise Mendjiwa, expert international en assurance et en retraites.



Agriculture et Médecine Traditionnelle

-M. Thurston Bilal, vous êtes le Ministre chargé de la Médecine Traditionnelle.

Qu'est-ce que la médecine traditionnelle exactement? Quels sont ses pouvoirs et ses limites par rapport à la médecine occidentale?

-La médecine traditionnelle fait référence aux méthodes de guérison utilisées par les peuples autochtones depuis la nuit des temps; cela inclut les connaissances et les protocoles incorporant les plantes indigènes, les médicaments à base

animale et minérale, les thérapies spirituelles, les techniques manuelles et l'exercice appliqués seuls ou en combinaison pour traiter diagnostiquer ou prévenir la maladie et maintenir une bonne santé



-Quels sont ses pouvoirs et ses limites par rapport à la médecine occidentale?

-Ses pouvoirs sont liés au fait que le Créateur a fourni des plantes comestibles dans chaque région qui peuvent aider le corps dans sa capacité naturelle à se nettoyer, se nourrir et se guérir ; et sur la base de la connaissance de la personne ou du guérisseur, vous pouvez vous guérir si vous n'attendez pas trop longtemps et si vous ne faites pas trop de dégâts en mangeant des aliments et des boissons artificiels que le corps ne peut pas traiter. La seule limite, à mon avis, par rapport à la médecine occidentale est dans les situations d'urgence. La médecine occidentale a des procédures qui peuvent stabiliser une personne et arrêter le saignement ou même vous permettre de continuer à respirer.

-Quel est votre programme d'action pour l'État de la Diaspora Africaine?

-Je souhaite organiser différents programmes:

- 1) Création de centres de médecine traditionnelle qui comprendront des instituts de recherches sur les plantes indigènes médicinales et comestibles,
- 2) Mise en place des villages de guérison qui utiliseront les arts de la guérison et toutes les autres sciences de la

guérison et toutes les autres sciences de la guérison naturelle et conserveront des enregistrements détaillés de nos résultats avant et après les fiches de diagnostic,

3) Mise en place de banques de semences et de laboratoires dans chaque région et création d'écoles pour héberger les connaissances et les arts de la guérison pour faire des recherches, pour s'assurer que les plantes ne sont pas hybrides ou artificielles et pour créer des formules de guérison et les tester.

-Comment développer une sorte d '«agri-pharmacopée», pour reprendre le mot de la Vice-Première Ministre Keturah Amoako, c'est-à-dire comment faire de l'agriculture à des fins de médecine traditionnelle ?

-Tout d'abord, la plupart des cultures sont effectuées de manière très artificielle, brisant le sol et perturbant l'écosystème, avec l'ajout d'engrais et de produits chimiques artificiels; ce n'est pas la façon dont les choses poussent naturellement dans la jungle, où poussent les herbes les plus puissantes de la planète. Les familles de plantes et les communautés se nourrissent les unes des autres, et nous devons refléter cela.

-Comment la médecine africaine peut-elle être reconnue à l'international, mais aussi en Afrique où il reste encore beaucoup à faire?

-Nous avons besoin de mettre en place une infrastructure dans nos villages et dans nos centres de guérison, et de conserver des fiches diagnostiques détaillées de toutes nos réussites dans la guérison de pathologies, afin de mettre en place des infrastructures pour traiter et fabriquer nos propres formules sur le continent et les commercialiser. Ainsi, la reconnaissance africaine et internationale arrivera.

Les Défis de la Banque Alimentaire de l'État de la Diaspora Africaine

Le programme SOAD Food Bank a officiellement débuté le 29 mars 2020. Nina Womack, présidente du Parlement de l'Etat de la Diaspora Africaine, en est la directrice. Les deux vice-directeurs sont Melvin Brown, Vice-Président du Parlement pour l'Amérique centrale et les Caraïbes, et Gemma Vecchio, Vice-Présidente du Parlement pour l'Europe.



La pandémie COVID-19 et les récents ouragans en Amérique centrale rendent le programme encore plus nécessaire pour la vie quotidienne des gens qui se battent pour survivre à ces conditions défavorables dans les communautés, les territoires, les palenques, les royaumes, les quilombos, les tribus, les nations et les États-nations auxquels ils appartiennent.

D'un point de vue institutionnel, l'Etat de la Diaspora Africaine construit un système d'intervention d'urgence. La sécurité alimentaire est une composante importante du système, ainsi que la capacité des infrastructures à accéder à l'aide et aux secours d'urgence. Le soutien logistique, l'assistance médicale, la chaîne d'approvisionnement des biens et des services font tous partie du processus de réponse humanitaire.

Au Panama, où nous sommes basés, nous avons servi plus de 6 047 personnes appartenant à des groupes divers. Nous offrons de l'aide et de la nourriture aux peuples et communautés noirs, métis et autochtones d'ascendance africaine.



Le programme fonctionne actuellement à partir d'un espace de bureau partagé avec Melvin Brown Consultas dans le cadre d'un accord de collaboration entre notre Etat, MBC Consulting Firm et la Fondation Afropanaméenne pour le Développement Durable.



Au Panama, nous opérons dans 7 communautés et dans deux provinces, mais nous avons plus de 30 communautés que nous n'avons pas atteintes dans les 2 provinces où nous travaillons actuellement. Nous avons 11 bénévoles qui travaillent en moyenne 72 heures par semaine au total. Nous sommes très éloignés d'une véritable opération nationale ; pour croître, nous devons augmenter l'approvisionnement alimentaire, obtenir du matériel supplémentaire et des capacités logistiques pour transporter des marchandises sèches et réfrigérées.

Pour l'instant, le coût opérationnel du programme avoisine les 250 000 dollars, entre les services en nature, les dons en espèces, les dons de nourriture, les soins pour les enfants. Il nous faut 50 millions de dollars pour 2021 pour avoir une opération nationale avec des installations dans 9 provinces, des équipements et des chaînes d'approvisionnement. Pour l'Amérique centrale et les Caraïbes, nous avons besoin de 1,5 milliard de dollars.

La Bourse de la Diaspora qui est mise en oeuvre par Hugh Johnson, Second Vice-Premier Ministre de l'Etat de la Diaspora Africaine, est très importante stratégiquement pour notre programme alimentaire international. Les surplus, qui existent toujours, pourraient être alloués à notre banque alimentaire. Avoir des approvisionnements en produits agricoles est crucial pour la durabilité et l'expansion du programme alimentaire de notre Etat. Et les personnes privées de nourriture pourraient également recevoir un soutien, une éducation et des opportunités d'emploi de notre part et de la part de la Bourse de la Diaspora, de sorte qu'elles ne dépendent plus de notre banque alimentaire.

Agriculture et Usines agro-alimentaires

Dans le secteur agricole, la situation n'est pas très différente de ce qu'elle est dans les mines, dans l'énergie et dans toutes les autres matières premières: l'Afrique produit beaucoup de matières premières, mais très peu de produits manufacturés. Nos produits sont exportés à l'état brut et transformés à l'étranger, où se fait toute la valeur ajoutée, puis renvoyer en

Afrique à un prix très élevé, bien sûr. Ainsi, étant la source de beaucoup d'industries, les agriculteurs africains restent exploités. C'est pourquoi l'une des solutions est de construire des usines partout sur le continent. Rien ne doit quitter l'Afrique dans son état de base ; nous devons tout transformer chez nous, servir d'abord notre population, puis exporter le surplus. C'est pourquoi l'État de la Diaspora Africaine a commencé à contribuer à ce processus agro-industriel.

Par exemple, dans le domaine du cacao, nous avons trois projets industriels. Les tendances nouvelles de la consommation de chocolat en Europe occidentale, aux États-Unis et de plus en plus en Asie bouleversent l'industrie mondiale du chocolat. C'est pourquoi l'État de la Diaspora Africaine est heureux de travailler désormais à construire trois chocolateries, une en Côte d'Ivoire, une au Congo et une au Ghana. Probablement, à l'avenir, nous en construirons également d'autres dans la diaspora.

L'objectif est de créer un chocolat de haute qualité pour avoir une meilleure valeur ajoutée. Un des membres de notre réseau a récemment reçu le 2e prix parmi plusieurs centaines de candidats à un concours mondial. Il est prêt à aider les petits producteurs panafricains à augmenter le niveau de qualité de leur produit. C'est ce qu'il faut faire dans chaque secteur.



Le campus de la chocolaterie comprendra quatre bâtiments principaux, (1) administratif, (2) usine, (3) centre de formation, (4) entrepôt et buanderie

Agriculture et Finances



Déclaration finale du Premier Ministre

«Dans le passé, nous avons vu d'horribles photos d'enfants africains entourés de mouches et mourant de faim. Nous pensions tous que ces images appartenaient à l'histoire. Mais à cause du réchauffement climatique, elles pourraient aussi devenir notre avenir.

En effet, alors que l'Afrique n'est responsable que de 5% du réchauffement climatique, 2/3 des pays les plus touchés par le changement climatique sont en fait en Afrique. Cela signifie donc que l'Afrique paie, et paiera de plus en plus pour les torts causés par d'autres. Il en est de même dans les Antilles et en Amérique Centrale, où les ouragans sont de plus en plus violents, détruisant chaque année les cultures, les maisons et les communautés.

Les pays occidentaux et la Chine, bien sûr, ne veulent pas prendre leurs responsabilités et refusent de payer le véritable coût des réparations climatiques - tout comme ils refusent de payer des réparations pour l'esclavage et la colonisation. Si nous ne faisons rien, nous assisterons impuissants à l'avancée des déserts, au renforcement des ouragans, à la multiplication des famines, des émeutes voire des guerres de la faim. C'est pourquoi nos programmes d'action agricole en Afrique et dans la diaspora sont une priorité et une urgence. La conférence sur l'agriculture organisée par Hugh Johnson a eu lieu le 16 décembre 2020. La Bourse Agricole Panafricaine doit donc être

lancée avant le 16 décembre 2021. Il s'agit d'un engagement de l'État de la Diaspora Africaine. Après avoir consulté les deux Vice-Premiers Ministres, Mme Keturah Amoako et M. Hugh Johnson, j'ai décidé que l'État de la Diaspora Africaine investirait au moins 1 milliard de dollars en Lumis pour développer la Bourse Agricole Panafricaine.



En outre, après discussion avec le Ministre des Infrastructures, Emmanuel Ngombet, le même montant sera investi pour financer le programme visant à apporter de l'eau en Afrique, en Afrique de l'Ouest notamment, où nous avons déjà une base, avec la BOPAO.

Après 2020, qui a été une année si difficile pour tout le monde, et encore plus pour les populations africaines ou afro-descendantes, l'État de la Diaspora Africaine est très fier d'apporter cet élan pour 2021: 1 milliard pour l'Afrique, 1 milliard pour la diaspora, c'est l'engagement pris par l'État de la Diaspora Africaine pour commencer la nouvelle année dans de bonnes conditions. »